

Iran-États-Unis : la tension est à son comble



Donald Trump a décidé de ne pas renouveler les exceptions accordées aux huit pays encore autorisés à acheter du pétrole iranien. Se faisant, il risque une escalade des tensions.

Avec Alain
Rodier

Alors que les États-Unis viennent de déclarer qu'ils ne toléreraient plus aucune exception à la tolérance accordée jusque là à certains pays sur l'embargo pétrolier iranien - c'est-à-dire que les acheteurs s'exposent désormais à des sanctions américaines (Inde, Chine, Japon, Turquie, Taiwan, Italie, Grèce) -, Téhéran a rétorqué que si le pétrole iranien ne pouvait plus circuler, il en serait de même pour celui qui passe par le détroit d'Ormuz que ses forces sont en mesure de fermer. L'Arabie saoudite qui, avec Israël, se réjouit de la mesure américaine pourrait être la première concernée par un tel blocus. Au passage, Riyad a procédé le 23 avril à l'exécution collective la plus importante de ces trois dernières années en décapitant ou crucifiant 37 personnes, en majorité des chiites condamnés pour terrorisme, espionnage (au profit de Téhéran) ou manifestations séditeuses...

La réponse de Washington ne s'est pas faite attendre : si le détroit d'Ormuz est bloqué (par les Iraniens) "nous le rouvrirons par la force !". Depuis le temps que cette "option est sur la table", cela va bien finir par "péter". Il ne faut pas se faire d'illusions, ce sera alors le déclenchement d'une guerre régionale qui peut déboucher sur n'importe quoi. Jon Meade Huntsman Jr., l'ambassadeur américain à Moscou a renchéri en affirmant que son pays faisait dans la diplomatie "à 200 000 tonnes" en référence aux porte-avions de l'US Navy. Même le citoyen français - certes actuellement embêté les samedi par les Gilets jaunes et autres Black Blocks anarchistes - connaîtra alors vraiment sa douleur car le prix des carburants, de l'électricité et du gaz devraient alors connaître une hausse exponentielle. Pour mémoire, 40% du pétrole mondial y transite... Ce sera plus qu'un choc pétrolier d'autant que le blocage du détroit d'Ormuz devrait durer un "certain temps" et même la toute puissante Amérique aura beaucoup de difficultés à neutraliser les centaines de batteries côtières iraniennes, les champs de mines navales qui seront répandues, les attaques des pays côtiers du Golfe arabo-persique, voire les opérations terroristes déclenchées à l'extérieur...

Pour compléter l'ambiance, les États-Unis classent désormais les pasdaran (le Corps iranien des Gardiens de la révolution -IRCG-) en tant qu'"organisation terroriste". Là aussi la réplique a été rapide, les militaires américains sont à leur tour assimilés à des "terroristes" par Téhéran. S'ils sont faits prisonniers (ce qui est déjà arrivé dans le passé suite à des incidents dans le détroit d'Ormuz), ils ne bénéficieront plus des garanties des conventions de Genève. C'est certainement un coup de bluff, Téhéran n'ayant jamais vraiment respecté les règles internationales, particulièrement lors de la prise d'otages de diplomates américains du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981.

Fait sans doute significatif, les pasdaran ont vu la désignation par l'ayatollah Ali Khamenei d'un nouveau chef en remplacement du

major général Mohammad Ali Jafari qui était à leur tête depuis dix ans. Son successeur est tout simplement son second, le brigadier général Hossein Salami. Le guide a déclaré : "Considérant vos capacités et votre expérience significative avec différentes responsabilités révolutionnaires [...] je vous nomme major général et commandant en chef des Gardiens de la Révolution". A noter qu'une fausse nouvelle a circulé ces derniers jours dans la presse israélienne (et sur les réseaux sociaux) faisant part de la défection du brigadier général Ali Naisiri, l'ancien chef du Ansar-ul-Mahdi Corps, l'unité pasdaran chargée de la protection rapprochée des autorités iraniennes. Après une altercation avec Hossein Taeb, le représentant du Guide suprême auprès des pasdaran survenue le 11 avril, il avait été remplacé à son poste par le colonel Fathollah Jomeiri sans de plus amples explications. La rumeur avait couru qu'il s'était réfugié "avec de nombreux dossiers confidentiels" auprès d'une ambassade américaine au Proche-Orient. Mais une photo le montre assistant à la prise de fonctions du général Salami. Toutefois, cela peut aussi être un montage puisque l'on peut douter de tout!

Le général Salami né en 1960 intègre les pasdaran durant la guerre Iran-Irak. Il dirige l'Université de commandement et d'état-major de cette force paramilitaire entre 1992 et 1997 avant de devenir adjoint aux "opérations du personnel". Il prend le commandement de la composante aérienne des pasdaran en 2005 qu'il dirige jusqu'en 2009. Il convient de rappeler que c'est cette unité qui supervise toutes les études balistiques du régime. Depuis 2009, il était l'adjoint direct de Jafari.

Le général Salami est coutumier de déclarations provocatrices comme en octobre 2018 estimant que le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, devait "s'entraîner à nager [...] car il pourrait être forcé à fuir son pays" et, selon l'agence FARS : "Ils [les Israéliens] ne constituent pas un niveau de menace élevé pour nous, le Hezbollah suffirait à les détruire". En janvier 2019 il récidive en déclarant "Nous annonçons que si Israël entreprend de nous faire la guerre, cela débouchera sur son élimination et sur la libération des territoires occupés [...] la stratégie de l'Iran est de rayer de la carte politique le régime 'sioniste', et les Israéliens y contribuent par leurs menées criminelles". Il se fait plus précis le 19 février en affirmant que l'Iran se prépare "à briser l'Amérique, Israël et leurs partenaires et alliés [...] notre guerre n'est pas une guerre locale". Pour mémoire, ce sont les pasdaran qui assurent majoritairement la garde du détroit d'Ormuz avec leurs nombreux missiles sol-mer qui sont installés dans des centaines d'abris enterrés le long de la côte et sur les îles la bordant; ils sont comme au "stand de tir de foire", les navires défilant devant eux comme des pipes (et les missiles sol-sol qui peuvent frapper de l'autre côté du détroit, particulièrement les terminaux pétroliers). Leurs forces spéciales sont capables d'actions de sabotage, d'assauts de navires, du mouillage de mines, etc. L'armée régulière a pour sa part en charge la mer d'Arabie mais là, ce serait beaucoup plus problématique pour les Iraniens opposés à la 6ème Flotte US qui a été mise en alerte maximum depuis le 22 avril. Les points forts des forces armées et de sécurité iraniennes (dont font partie les pasdaran), c'est leur nombre (750 000 avant mobilisation) et la profondeur du territoire (1,648 million de km²) mais surtout le patriotisme des Perses. Ses points faibles sont une défense aérienne et une marine plus que défaillantes et des matériels hors d'âge et disparates.

Le Corps des Gardiens de la révolution fondé officiellement en 1979 compterait quelques 125.000 combattants placés sous l'autorité directe du guide suprême. C'est une armée parallèle aux côtés de la "régulière" (Artesh). Sa mission principale est de "sauvegarder la Révolution et de ses acquis". Les pasdaran disposent aussi d'une branche chargée des opérations extérieures - la force al-Qods - commandée par le major général Qassem Soleimani (donc plus "gradé" et même après la promotion de ce dernier, plus "ancien" que lui). Cela s'explique par le fait que Al-Qods constitue également un "État dans l'État" dépendant aussi directement du Guide suprême de la Révolution. Al-Qods est très active en Syrie, en Irak et, dans une moindre mesure au Yémen.

De toutes façons, Soleimani n'a jamais répondu de ses actions auprès de Jafari ; il a peu de chances que cela change avec son successeur ! Un tweet lui est attribué et, sans faire son apologie, il est révélateur de l'état d'esprit qui anime aujourd'hui les responsables pasdaran : "C'est moi, le soldat Soleimani qui te parle (au président Trump). Tu nous menaces d'une 'guerre qui n'aurait pas de précédent dans l'histoire'. C'est une rhétorique de bistrot qui ne peut être employée que par un barman et qui ne fait que briser le prestige de la nation que tu représentes. Il est indigne de notre président de te répondre. Moi, en tant que soldat, je te réponds. Vous (les Américains) avez déjà fait tout ce qui est en votre pouvoir, mais vous n'êtes parvenu à aucun résultat ! Qu'avez-vous été capable de faire ces 20 dernières années ? Vous avez débarqué en Afghanistan à bord de chars de combat, de véhicules blindés et de centaines d'hélicoptères pour attaquer les taliban, une milice sous-équipée, et vous y avez laissé des plumes. Plus de 60 % de vos victimes étaient des civils. Vos 110 000 soldats, mobilisés depuis 17 ans, sont incapables de faire quoi que ce soit. En Afghanistan, vous en êtes désormais à supplier les taliban et en dépit de tout cela, vous osez encore nous menacer ? [...] Moi Soleimani, je te ferai face, avec la Force al-Qods. Il ne se passe même pas une seule nuit sans que nous ne pensions à vous détruire, à vous supprimer... Sachez que nous sommes tout près de vous, là où vous ne l'imaginez même pas". Certes, c'est de la pure propagande mais cela permet néanmoins de mesurer que l'adversaire désigné par Washington semble être loin d'être démoralisé.

Cela dit, les sanctions vont sérieusement impacter l'Iran qui exportait encore en mars 1,7 millions de barils par jour dont environ 630 000 vers la Chine (les intentions de Pékin - comme de la Turquie - ne sont pas connues à ce jour). Comme d'habitude, l'absence de rentrées financières vont gravement toucher la population civile qui vient de subir de très importantes inondations (25 des 31 provinces ont été touchées). L'espoir de Washington qu'elle va finir par se soulever contre le pouvoir des mollahs en place à Téhéran. La réalité est que ce dernier va être de plus en plus dur et qu'il n'est pas certain que le peuple perse de se réunisse pas une nouvelle fois comme lors de la guerre Iran-Irak (la "guerre imposée") qui a duré du 22 septembre 1980 au 20 août 1988.